

Selfie (V́ctor Garća Le3n, 2017): (auto)portrait de l'Espagne actuelle.

VIRGINIE GAUTIER N'DAH-SÉKOU

“Hemos hecho una alegoría subnormal de España. La chica ciega es España y va de la mano de dos idiotas que la van chocando contra los bolardos; un idiota de izquierdas y otro de derechas se pelean por una ciega que no sabe lo que quiere ni adónde va.” (Victor Garća Le3n)

L'Espagne serait-elle devenue « idiote » ? Selon son étymologie grecque, l'idiote désigne celui qui ne pense qu'à ses intérêts particuliers et vote en conséquence, le citoyen assez borné pour n'examiner que son propre avantage, au risque de mettre en péril la démocratie.

Idiotie des personnages de *Selfie* : Bosco, petit bourgeois égoïste déchu de ses privilèges et rejeté de tous les groupes sociaux qu'il tente de “squatter”, sans pour autant jamais évoluer ni changer de discours sur la réalité qui l'entoure ; des hommes politiques qui plongent dans la corruption au mépris de l'intérêt général ; idiotie en fin (dans son sens le plus moderne?) des militants de Podemos (Ram3n, Macarena...), aveuglés par des illusions.

Vision satirique de l'Espagne, héritée des films de Berlanga (*La Escopeta Nacional*, 1977), mêlée peut-être du regard attendri mais moqueur de *El Rey Pasmado* (Imanol Uribe, 1991)...

Les films récents qui ont comme toile de fond l'Espagne actuelle, entre crise politique, sociale et économique, ont assez rarement traité les sujets d'actualité avec cette vision comique, burlesque, qui suppose une mise à distance et un regard sur soi qui dépasse le « selfie » égocentrique.

Le film de Victor Garća Le3n nous invite à réfléchir sur la corruption des élites au pouvoir, sur l'indignation mais aussi (paradoxalement) l'aveuglement de la société civile, et sur le fossé grandissant qui les sépare... Pour cela, nous reviendrons sur quelques aspects majeurs de la dernière décennie, afin de mieux comprendre cette situation insensée.



1. L'ère des scandales politico-financiers

Médiatisation des affaires de corruption et culture du « *pelotazo* »

Les affaires de corruption se multiplient à la fin des années 1980, et entraînent par exemple la démission de Alfonso Guerra (vice-président du gouvernement) en 1990, et du gouverneur de la Banque d'Espagne Mariano Rubio en 1992 ; ces affaires ternissent l'image du PSOE et du monde politique en général.

Entre 2005 et 2014, toutefois une succession inédite d'affaires de corruption politique de grande ampleur fait la une des journaux¹.

– En 2005 est révélée **l'affaire Malaya (ou affaire Marbella)**, autour de la figure de Jesús Gil, ancien maire de Marbella, accusé d'avoir touché des commissions dans l'octroi de contrats d'urbanisme.

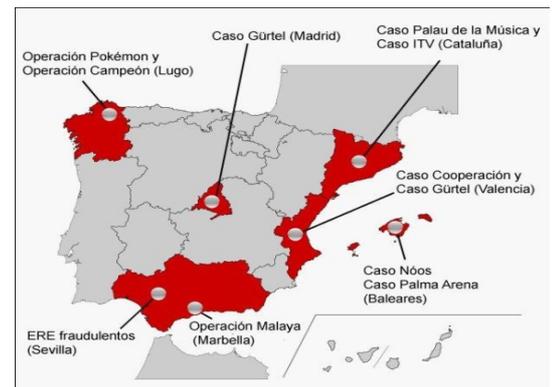
– En 2008, **l'affaire Bárcenas** -du nom de l'ancien trésorier du PP Luis Bárcenas- met à jour le financement illégal du parti à travers des donations privées depuis 1990, et rejaillit sur les plus hautes sphères du gouvernement. L'affaire est classée en 2012 puis réouverte l'année suivante ; Bárcenas, soupçonné de blanchiment d'argent, est incarcéré en 2013, et ses biens et ses comptes bancaires sont saisis².

– L'affaire Bárcenas est étroitement liée à **l'affaire Gürtel**, qui fait l'objet d'une enquête plusieurs fois classée puis réouverte, en particulier suite à la révélation par le journal *El País* d'un réseau de malversations (dirigée par Francisco Correa) impliquant des fonds publics de la part de hauts cadres du PP entre 1999 et 2008. Cette affaire, toujours en cours, a entraîné près de 180 mises en examen et plusieurs incarcérations. Le président Rajoy lui-même a été appelé à comparaître en tant que témoin, mais a déclaré ne rien savoir de ce réseau.

– En 2010, **l'affaire Nóos** révèle un détournement de fonds publics opéré par Iñaki Urdangarín, gendre de Juan Carlos, et son associé Diego Torres, à travers l'Institut Nóos ; cette affaire éclabousse la famille royale espagnole, et sera un des facteurs de l'abdication de Juan Carlos en 2014.

– En 2011, **l'affaire ERE**, en Andalousie (dont le gouvernement autonome est dirigée par le PSOE depuis 1982) porte sur des soupçons de fraude dans la gestion de subventions destinées à aider les entreprises dans un contexte de crise économique.

– En 2014, **l'opération Púnica** concerne un système de commissions dans l'attribution de marchés publics dans diverses municipalités et communautés autonomes du pays.



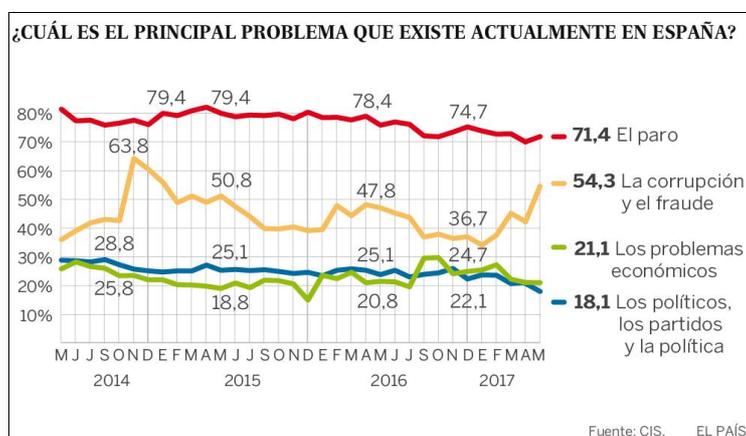
¹ Les dates mentionnées sont celles de la « révélation » des affaires au grand public, mais la plupart concernent des faits déroulés entre 1990 et 2010.

² Le fils de Luis Bárcenas, Willy Bárcenas, est devenu en 2015-2016 une star de la chanson en Espagne avec son groupe *Taburete*. Le film *Selfie* fait bien sûr penser à sa trajectoire...

Les affaires les plus médiatisées sont toutefois l'arbre qui cache la forêt, car au cours des années 1990 et 2000, la corruption s'est surtout développée au niveau local (municipalités et communautés autonomes), en lien avec le boom de la construction. Cette « culture du *pelotazo* »³ s'est trouvée aggravée par le pouvoir des maires qui bénéficiaient d'un quasi-monopole et d'un manque de contrôle dans la prise de décisions concernant les contrats d'urbanisme. Plus de 600 municipalités espagnoles ont fait ou font l'objet d'une enquête pour corruption ; dans les communautés de Murcie et des Canaries, respectivement 60% et 40% des communes sont concernées.

Perception de la corruption par les citoyens

De tous les pays d'Europe, l'Espagne est celui où la perception de la corruption a le plus évolué : si cette corruption était, au moment de la prospérité économique, plus ou moins tolérée, elle devient pour les citoyens un des problèmes majeurs lorsque la crise éclate. En 2013, les Espagnols étaient les Européens qui percevaient le plus de corruption au sein des partis (84%) et de la classe politique (72%).⁴



Bien que les affaires de corruption concernent davantage le niveau local, ce sont les autorités centrales qui sont généralement perçues comme les plus corrompues et responsables de l'ensemble du problème : en 2013, 95% des Espagnols estimaient que la corruption était présente dans les institutions nationales, contre 91% pour les institutions régionales et locales.

La corruption perçue ne concerne pas seulement le versement de « pots-de-vins », mais également une façon de faire de la politique basée sur la constante intronction (licite ou illicite) des intérêts particuliers dans la prise de décisions politiques, avec des effets pervers sur le bien-être collectif.

La multiplication et la médiatisation des affaires de corruption crée un effet d'écho qui renforce la sensibilité des citoyens à ce problème ; de plus, la longueur des procédures judiciaires crée un sentiment d'impunité et renforce la méfiance des citoyens vis-à-vis des institutions (monde politique et monde judiciaire).

Le plus surprenant en Espagne est que cette méfiance grandissante ne s'est pas (ou peu) traduit en Espagne dans les urnes. Seuls ont été sanctionnés quelques responsables politiques touchés par des affaires très médiatisées, ou par des affaires « éloignées » : au niveau local, les responsables du « *pelotazo* » n'ont guère été menacés au moment de leur réélection. La multiplication des affaires, en justifiant le slogan « *todos iguales* », a généré un certain fatalisme

³ Selon la définition (dictionnaire de la RAE), le *pelotazo* est « une opération économique qui génère des gains rapides et faciles, à travers la spéculation et le clientélisme ».

⁴ Eurobaromètre 2013

au moment de déposer son bulletin dans l'urne ; un fatalisme renforcé jusqu'en 2014 par le bipartisme et l'inexistence d'options de vote multiples, un système idéal pour garder les électeurs « captifs » malgré la corruption.

Des mesures anti-corruption insuffisantes

Malgré la multiplication et l'ampleur des affaires, et la méfiance grandissante de la société civile, le gouvernement Zapatero puis le gouvernement Rajoy se sont surtout contentés de déclaration de principes quant au respect de la légalité et des instances judiciaires. En décembre 2013 est promulguée la Loi sur la Transparence et la Bonne Gouvernance (*Ley 19/2013, de 9 de diciembre, de Transparencia, Acceso a la información y Buen Gobierno*), mais elle n'inclut ni réforme du financement des partis, ni des lois électorales... et sera suivie de peu d'effets.

Dans la lutte anti-corruption, de nombreux obstacles subsistent, en particulier la lenteur des enquêtes et l'indépendance relative du monde judiciaire, l'utilisation de l'indignation morale à des fins électorales, le manque évident de volonté politique quant à une meilleure transparence du financement des partis... Mais surtout, le plus nuisible pour la démocratie espagnole a sans doute été l'attente d'une sanction pénale (« *que hablen los jueces* ») face à des comportements qui auraient dû être considérés comme intolérables et sanctionnés au niveau politique. Début janvier 2018, le Conseil de l'Europe indiquait que l'Espagne n'avait respecté aucune des onze mesures anti-corruption recommandées par l'Union Européenne.

2. De la crise économique à la crise politique

Crise économique et fracture sociale

En 2008, l'explosion de la bulle immobilière et la crise du secteur de la construction, secteur-clé de la croissance économique des années 2000, déclenchent une récession économique sans précédent en Espagne, dont le symptôme le plus évident est l'explosion du chômage (jusqu'à 26% de la population active en 2012-2013) et la hausse spectaculaire de la dette publique.

Le gouvernement Zapatero réagit tardivement (en 2010) et de façon trop timorée : il sera sanctionné dans les urnes en novembre 2011. Sous la pression des institutions européennes, le gouvernement conservateur de Rajoy va mettre en place une rigoureuse politique d'austérité, avec des restrictions et coupes claires (« *recortes* ») dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture et de la sécurité, ce qui a pour effet une augmentation de la pauvreté et des inégalités sociales, une détérioration des services publics et une rupture de la cohésion sociale.

Le contraste est grandissant entre l'austérité vécue au quotidien par une immense majorité de la population, et la richesse des « puissants »⁵ ; l'identification entre « riches » et « puissants » est favorisée par les nombreuses collusions d'intérêts entre la sphère politique et le monde des affaires, mises à jour par les cas de corruption évoqués précédemment. La monarchie et ses liens avec le monde des affaires, la classe politique intimement liée à ce même

5 Ce fossé est illustré dans le film par le contraste entre la très luxueuse zone résidentielle de La Moraleja et le quartier populaire de Lavapiés, à Madrid.

monde –le parcours d'un Rodrigo Rato l'illustre admirablement–, la puissance de groupes comme *Telefónica*, *Banco Santander*, *BBVA*... dessinent un monde des élites très compact qui sait non seulement défendre ses intérêts, mais les élargir au-delà du raisonnable, d'où le sentiment d'une mainmise de l'oligarchie sur la vie politique et économique espagnole et une méfiance grandissante envers cette même oligarchie.



Les réactions de la société civile

Le 15 mai 2011, la plate-forme *Democracia Real Ya* convoque à travers les réseaux sociaux des manifestations à Madrid et dans toutes les grandes villes du pays, manifestations non-violentes couronnées de succès, d'où jaillit le mouvement assembléiste des *Indignados* (ou mouvement du 15-M). C'est là le point de départ d'une série d'actions collectives émanant de la société civile, qui va donner lieu à la tenue d'assemblées de voisinage, à

diverses « *mareas* » de protestation contre les « *recortes* » et à un nouveau dynamisme de la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) - qui lutte contre les expulsions (« *desahucios* ») des personnes en incapacité de rembourser leur crédit immobilier, en ayant notamment recours aux « *escraches* », forme de manifestation organisée devant le domicile ou le lieu de travail d'un responsable politique afin de dénoncer son (in)action politique⁶. Au-delà de l'aspect social, le mouvement du 15-M se base également sur la revendication d'une démocratie participative, au cri de « *No nos representan* », et rejette le système des partis en vigueur depuis la Transition.

L'espoir d'un renouvellement de la démocratie par le bas

La transformation du mouvement du 15-M en parti baptisé Podemos (début 2014), son succès retentissant lors des élections européennes en juin 2014, ainsi que celui du parti de centre-droit Ciudadanos⁷, la victoire de Ada Colau à Barcelone et de Manuela Carmona à Madrid en juin 2015... Ces événements laissent présager une crise des partis traditionnels (PP et PSOE), une rupture du système bipartiste que connaissait l'Espagne depuis la fin des années 1970, et finalement une transformation profonde des cultures et identités politiques en Espagne. La préparation des élections générales de décembre 2015 marque une période d'incertitude politique, mais aussi d'espoir et de promesses de renouvellement des anciens modèles politiques.

3. Le « cirque électoral » de 2015-2016

Le 20 décembre 2015, le PP remporte les élections législatives. Mais c'est une victoire douce-amère, car pour la première fois depuis la Transition, les deux grands partis sont ébranlés et ne remportent à eux deux qu'à peine la moitié des suffrages.

⁶ C'est ce répertoire d'action de l'*escrache* qui est utilisé dans le film pour dénoncer le père de Bosco devant son domicile.

⁷ Fondé en 2006 en Catalogne, le parti *Ciudadanos*, mené par Albert Rivera, base son discours sur la défense de l'unité de l'Espagne, la lutte contre la corruption et la « régénération démocratique ».



Résultat, aucun parti ne dispose de la majorité absolue (176 députés sur 350) pour désigner un président du gouvernement et constituer un exécutif stable. Felipe VI charge Mariano Rajoy d'engager les discussions avec les autres formations. Après un mois de tractations, le leader du PP annonce le 22 janvier 2016 qu'il renonce à briguer l'investiture, faute d'appuis nécessaires. Sa proposition de former un gouvernement de coalition droite-gauche se heurte au refus du chef du PSOE, Pedro Sánchez. C'est ce dernier que le roi va alors désigner, quelques jours après, comme nouveau candidat à la présidence du gouvernement.

Après des discussions sur le programme, le PSOE parvient à un accord avec Ciudadanos. À elles deux, ces formations ne représentent encore que 130 députés, ce qui est insuffisant pour atteindre la majorité. Le PSOE a besoin du soutien de Podemos. Mais Pablo Iglesias aurait préféré une coalition plus à gauche, avec Izquierda Unida, et sans Ciudadanos. Face à Pedro Sánchez, il pose ses conditions : instaurer un référendum sur l'autonomie de la Catalogne, obtenir les ministères régaliens... Le dialogue entre PSOE et Podemos est rompu le 24 février, lorsque Sánchez et Rivera signent un accord (soutenu par près de 80% des militants socialistes). Sans surprise, lorsque Pedro Sánchez se présente devant les députés le 2 mars 2016, il se heurte à la fois au PP et à Podemos. Le socialiste ne parvient pas à obtenir de majorité absolue, ni même la majorité relative qui lui aurait été suffisante au second tour, deux jours plus tard.

Felipe VI fait officiellement le constat, le 26 avril, qu'aucun candidat n'est en mesure d'être élu. Comme le prévoit la Constitution, le roi dissout le Congrès et annonce de nouvelles élections le 26 juin 2016. Les candidats restent les mêmes... mais l'enthousiasme du renouveau politique a cédé la place à l'agacement des électeurs.

Le 26 juin 2016 ont lieu de nouvelles élections. Aucune majorité absolue n'en ressort, de nouveau, mais les deux partis traditionnels résistent mieux que prévu : le PP est en tête, et obtient plus de sièges qu'en décembre, tandis que le PSOE reste devant Unidos Podemos.



Mariano Rajoy relance les négociations avec les différents partis. Le 2 août, Pedro Sánchez refuse à nouveau d'entrer dans une grande coalition gauche-droite. Mais deux semaines plus tard, une négociation de la dernière chance aboutit entre le PP et Ciudadanos, en échange d'un ambitieux programme anticorruption.

Pedro Sánchez est contraint de démissionner de la tête du PSOE en octobre 2016 ; suite à cette démission, une grande majorité des députés socialistes s'abstiennent, permettant ainsi l'investiture du candidat conservateur Mariano Rajoy le 29 octobre 2016, qui déclare : « *No estoy dispuesto a derribar lo construido. (...) No se puede pretender que gobierne yo y traicione mi propio proyecto político, que además fue el más apoyado por los españoles.* »

Comment expliquer ce désastreux feuilleton politique ?

Les électeurs espagnols ont cherché à exprimer leur profond malaise et à sanctionner les deux partis traditionnels, PP et PSOE, soupçonnés de mener des politiques convergentes, en particulier en matière économique et sociale. Mais le système proportionnel de répartition des sièges selon le nombre de votes (loi D'Hondt) a favorisé les deux grands partis, au détriment des petites formations ; en cas de multipartisme, ce système électoral rend difficile l'existence d'une majorité absolue. Or, tant le PP que surtout le PSOE ont freiné la constitution d'un gouvernement de coalition (comme c'est le cas dans d'autres pays européens, l'Allemagne en particulier).

Quant aux « nouveaux partis » Ciudadanos et Podemos, ils ont certes obtenu des résultats spectaculaires, mais encore insuffisants pour pouvoir gouverner.

Après une campagne spectaculaire, Ciudadanos s'est quelque peu discrédité en tant que « parti réformiste », car en signant une alliance avec le PSOE puis avec le PP, il s'est surtout fait remarquer par son opportunisme. Par ailleurs, sa stratégie de récupération des électeurs déçus de la droite s'est heurtée à la démographie vieillissante de l'Espagne, puisque le PP a gardé de solides soutiens parmi les plus de 50 ans (qui représentent 18 millions de personnes).

En ce qui concerne Podemos, la richesse des débats lors du mouvement assembléiste ne s'est pas traduit par un projet politique clairement défini lors de la « phase institutionnelle ». La politique des symboles (menée en particulier à Madrid et à Barcelone, villes-laboratoires de Podemos depuis juin 2015) ne suffit pas face à la réalité du pouvoir et à la contre-offensive menée par les partis traditionnels, tandis que la rhétorique soignée ne parvient pas toujours à convaincre, alors que les volte-face idéologiques se multiplient, de même que les querelles intestines, et que la « verticalisation » devient évidente : Podemos court le risque de devenir un parti comme un autre...

Une « normalisation » politique ?

Début 2017, la politique espagnole semblait avoir repris son cours normal. État, gouvernement et partis ont repris le monopole du fait politique : alors que le jeu des déclarations et contre-déclarations des responsables politiques reprenait, aucune forme de protestation ni mouvement social ne semblait devoir troubler le jeu politique.



Les partis doivent surtout définir chacun leur positionnement idéologique : le PP est certes au pouvoir, mais apparaît clairement comme un choix par défaut, et Rajoy se distingue depuis fin 2016 par une discrétion qui confine à l'immobilisme ; le PSOE, laminé par ses défaites électorales, a finalement choisi de réélire Pedro Sánchez à sa tête, et doit à apprendre à composer avec le multipartisme ; Podemos est affaibli par les querelles et se cherche toujours un projet politique cohérent, au-delà de la simple « indignation » ; enfin, Ciudadanos se définit comme « parti centriste » sans donner un contenu lisible à cette appellation. Récemment, seule la situation de crise en Catalogne a pu servir de « faire-valoir », d'axe de positionnement idéologique, et de facteur de différenciation entre les partis (même si le bipartisme semble renforcé, puisque Rajoy et Sánchez ont trouvé là un formidable terrain d'entente autour de l'unité espagnole...).

Conclusion : une Espagne « idiote » ?

Pour Daniel Innerarity⁸, la crise sociale et politique a créé les conditions d'une « idiotie » de l'Espagne, celle des citoyens indifférents au fait politique, celle des égoïstes et celle des indignés qui cherchent à détruire les conditions d'une vie politique en créant un « élitisme inversé » (car l'indignation est une réaction émotionnelle... pas une politique).

Cette « idiotie » est aggravée par le manque d'instruction et de culture politique des Espagnols⁹ comme l'illustrent dans le film les discours creux, ainsi que le peu d'appétence intellectuelle que manifestent Bosco et Ramón... Ainsi les « idiots » ne sont pas seulement les élites corrompues, mais également les citoyens en perte de repères et aveuglés par le spectacle de la politique et de ses leaders (spectacle au sens propre : meetings)¹⁰.



L'Espagne est entrée dans ce que José Pablo Ferrandiz appelle « *el tiempo del posmalestar* »¹¹, conjonction d'une certaine reprise économique avec un profond malaise politique. Le changement attendu et espéré, l'illusion d'une « nouvelle politique », ne s'est pas opéré, d'où la frustration et le sentiment de désorientation ressentis par la société espagnole.

La critique sociale a désigné les élites politiques comme responsables de la crise, mais certains problèmes structurels de l'Espagne (système de représentation, système des autonomies, révision de la Constitution...) restent tabous, comme en témoigne la crise politique actuelle en Catalogne.

8 Daniel Innerarity, *La política en tiempos de la indignación*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2015.

9 Rappelons que l'Espagne possède le triste record européen de l'abandon scolaire et du plus faible niveau d'études moyen (moins de 50% de la population de 25 à 64 ans a terminé la ESO, Enseignement Secondaire Obligatoire).

10 Voir à ce sujet l'essai (toujours d'actualité) de Guy Debord, *La société du spectacle*, 1967.

11 José Pablo Ferrandiz, « El tiempo del posmalestar », *Metroscopia*, 23/11/2017 (www.metroscopia.org).